



Les Français seront volontiers acteurs de la recherche en santé à horizon 2045 mais sans obligations

Les Français seront volontiers acteurs de la recherche en santé à horizon 2045 mais sans obligations : Ils sont partagés entre confiance et inquiétude. Les 1 004 Français interrogés entre le 2 et le 12 octobre dernier, dans le cadre de l'observatoire **Roche/CSA** Research sur la recherche en santé à l'horizon 2045, estiment à 85% que les trente prochaines années seront sources d'inégalités d'accès aux soins, à 69% qu'elles seront révolutionnaires et à 61% angoissantes. Et d'être convaincus en parallèle pour moitié des répondants que la France sera chef de file pour la santé de demain. Une conviction partagée par Geneviève Fioraso, ancienne ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, qui s'est exprimée en ce sens à l'occasion d'un débat ce 11 janvier. Le baromètre **Roche/CSA** a interrogé les Français sur leur vision de la recherche en santé pour les trente prochaines années. Le baromètre **Roche/CSA** a interrogé les Français sur leur vision de la recherche en santé pour les trente prochaines années. Les Français interrogés sont aussi pleinement conscient du potentiel de la santé connectée et de la valeur des données de santé pour la recherche, d'après les résultats de ce sondage. 56% d'entre eux pensent que la santé connectée et les applications feront partie du quotidien et vont même, pour 32%, remplacer la plupart des visites chez le médecin. "Une large majorité pense que le patient se connectera via son ordinateur pour une visite virtuelle avec le premier médecin disponible à distance (81%) et participera au diagnostic de son propre état de santé grâce à des applications et des logiciels (78%)", écrit l'observatoire dans un communiqué. Acteur du soin, le patient deviendra aussi acteur de la recherche, selon l'observatoire. Et cela, selon 7 Français sur 10 interrogés, via la participation à des études et essais cliniques menés par des communautés de patients. Et de dire oui au partage de ses données de santé à des fins de recherche. Car c'est "un acte citoyen", d'après 78% des répondants. D'ailleurs 82% déclarent que leurs données sont déjà utilisées sans qu'ils le sachent. Mais ce oui n'est pas franc. En effet 47% ne veulent pas d'un partage obligatoire. 20% des personnes interrogées sont même prêtes à monnayer leurs données (un pourcentage qui grimpe à 36% chez les 18-24 ans). " Les exigences de la société ont changé et la population est prête à apporter son soutien, à devenir acteur de la santé et de la recherche dans le domaine mais pas à n'importe quelles conditions", résume Dominique Vinck, sociologue des sciences et de l'innovation à l'université de Lausanne (Suisse). 1 / 1 FERMER X Le baromètre **Roche/CSA** a interrogé les Français sur leur vision de la recherche en santé pour les trente prochaines années.